

Al-Mustaqbal al-Arabi

n° 253 – Mars 2000

Ce numéro nous présente des textes abordant des thématiques diverses : outre des articles sur « la vie culturelle à Beyrouth au XIX^{ème} siècle », « les orientations du développement social dans les pays arabes », « l'Organisation Mondiale de la Santé après cinquante ans d'existence » ou encore « quelle voie pour les Etats du Golfe ? », il se polarise à titre principal sur le conflit israélo-arabe. Le « dossier débat », qui reproduit les discussions d'un séminaire regroupant un certain nombre d'intellectuels arabes, traite de l'image de la négociation israélo-arabe véhiculée par le traité de Camp David et des moyens de la dépasser. Le document de travail présenté par Mohammed Sayyid Ahmed, ainsi que les interventions des uns et des autres montrent la dimension inégale de ce traité de paix signé entre l'Egypte et Israël en 1978 et les conséquences que cet accord a eu par la suite tant sur les relations israélo-arabes que sur les rapports inter-arabes. Ils dénoncent notamment les accords bilatéraux signés par les Palestiniens (Oslo) et les Etats du Moyen-Orient (Egypte, Jordanie) avec Israël qui ne peuvent qu'affaiblir la position du camp arabe. Concrètement, les intervenants ont demandé que Yasser Arafat établisse un lien entre ses revendications (Jérusalem capitale de l'Etat palestinien, le retour des réfugiés, le problème des colonies israéliennes enclavées dans les territoires autonomes palestiniens etc.) et celles de l'Etat syrien qui réclame la rétrocession du Golan (le principe du *linkage* pour négocier en position de force). L'article, « Jérusalem est le problème » est évidemment d'une actualité brûlante. L'auteur décrit avec moult détails comment les gouvernements israéliens successifs n'ont cessé de modifier le visage de la ville avec pour principal objectif d'y assurer une nette majorité juive. Il analyse également les textes de loi qui ont permis aux autorités israéliennes d'exproprier les propriétaires palestiniens : Des dizaines de milliers d'habitants arabes ont été expulsés de Jérusalem-Est par le biais de cet arsenal juridique.

SADAT TOWER BLGE - LYON STREET - P.O.
BOX : 113-6001 BEIRUT - LIBAN

Les Cahiers de l'Orient

N° 55, troisième trimestre 1999

Entrepreneurs dans le monde arabe

Longtemps négligés par les sciences sociales, parce qu'apparaissant marginalisés dans des formules politiques et économiques où l'Etat était maître du jeu, les entrepreneurs du monde arabe sont aujourd'hui dans la focale du chercheur, libéralisme économique et transition démocratique obligent ! Ce changement de perspective s'exprime dans un double questionnement, sur l'existence même de ce groupe social- Eric Gobe qui coordonne ce numéro intitule de manière significative son avant-propos « À la recherche des entrepreneurs arabes », et marque une préférence pour l'usage du terme « hommes d'affaires » aux connotations moins schumpéteriennes- et sur sa capacité à porter le projet libéral sur les deux fronts de l'économie et du politique. Les contributions réunies ici qui couvrent plusieurs pays du Maghreb et du Moyen Orient montrent bien l'ambivalence du comportement d'acteurs économiques continuant de s'inscrire dans des logiques rentières, donc peu propices à un désengagement de l'Etat, et de protection, face aux périls d'une ouverture économique portée par les accords de libre-échange (voir, par exemple, la contribution de M. Catusse sur le Maroc). De même, les appétences démocratiques ne vont pas de soi, dans des registres du politique qui vont d'un prudent non-engagement aux ralliements aux partis de gouvernement. Les hommes d'affaires resteraient donc en marge des processus de décision politique, même s'ils les concernent très directement, comme les programmes de mise à niveau en Tunisie (J.P. Cassarino). « Ce que les hommes d'affaires tunisiens ont en commun, c'est d'abord la volonté de mener une vie agréable », version minimale de la notion d'intérêt commun pointée par G.B.M. Meiering, qui se retrouve dans la faiblesse des organisations représentatives, ou encore dans l'absence de solidarités des diasporas (voir S. Hanafi pour la Palestine, S. Chaïb pour l'Algérie). Il reste que la valorisation de l'entrepreneur dans le discours et l'espace publics, pourrait annoncer son entrée en politique, dans les registres de légitimité d'une entreprise qui, pour n'être plus publique, devient « citoyenne », sans que ce processus soit d'ailleurs doté d'une quelconque automaticité. De ce point de vue, l'alchimie makhzénienne au Maroc semble plus accueillante que les constances de l'étatisme tunisien.

60, RUE DES CÉVENNES 75015 PARIS

Le Débat

n°110, Paris, mai-août 2000

Ce numéro qui marque les vingt ans du *Débat* proclame le même dessein que celui qui sous-tend la revue depuis sa création : « rassembler des matériaux pour servir à l'histoire intellectuelle de notre temps ». La livraison du dixième anniversaire et d'autres numéros spéciaux avaient déjà tenté d'analyser le poids des mutations qui transforment en profondeur le paysage politique, social, culturel et économique en France et en Europe. L'auscultation supplémentaire que représente cette livraison lie deux objets d'étude : les intellectuels et *Le Débat*. L'historique de cette dernière se retrouve dans l'éditorial et le résumé d'un mémoire étudiant les soubassements de la revue et son évolution depuis sa naissance en 1980. Généraliste et se situant, par sa revendication anti-totalitaire, dans la lignée de *Libre, Esprit et Commentaire*, *Le Débat* a voulu être pour les sciences humaines l'équivalent de la *Nouvelle Revue Française* pour la littérature. L'animation conjuguée de Pierre Nora (historien, éditeur et fondateur), Marcel Gauchet (homme de revue et responsable de la rédaction) et Krzysztof Pomian, (philosophe, historien et conseiller) obéit à une préoccupation constante : redéfinir les modalités d'une société de citoyens dans un monde en bouleversement ; le pilotage de ces trois piliers s'exerce par une ouverture aux divers courants de la connaissance et de la pensée sur le contemporain. Pour l'exploration pluridisciplinaire de la vie politique et intellectuelle, l'histoire et la philosophie politique sont les disciplines-reines mais l'ensemble des sciences humaines sont également mises en œuvre. Le spectre des thèmes traités (la démocratie, le savoir, l'art, l'édition, le patrimoine, la mémoire) ainsi que la place des entretiens à intérêt biographique (chercheurs et écrivains) ou pour recueillir l'expression des personnalités politiques font de la revue le reflet de son époque. À travers un panorama contrasté des enjeux et tensions de la société européenne et française, des textes interrogent, une fois de plus, la définition, la place et le rôle des intellectuels en ces temps d'avènement de la société de communication et d'impérialisme des médias. En plus d'un état des lieux et illustrant l'idée que les intellectuels existent pour penser le monde et non pour le transformer, des contributions poursuivent la tâche à propos de l'enseignement, l'art, la littérature, la politique.

EDITIONS GALLIMARD, 5, RUE SÉBASTIEN-BOTTIN, 75328 PARIS CEDEX 07